

QUÉBEC

Accommodements raisonnables et dynamique interculturelle : UN REGARD

Depuis 2005, la problématique des accommodements raisonnables ne cesse de s'amplifier et de prendre de nouvelles bifurcations. Fortement médiatisé, ce problème commence à prendre beaucoup de place dans notre vie quotidienne; que ce soit au travail, dans les cafés, dans le taxi ou même entre voisins en prenant l'ascenseur.



Par Mostafa BENFARES, Ph.D. en études françaises, chercheur autonome
Courriel : mostafama_2001@yahoo.fr

Tout le monde en parle. Mais chacun selon sa position, selon ses expériences personnelles et surtout selon ses conceptions socio-culturelles. L'absence d'une définition claire, précise et élargie nous laisse parfois perplexes. Et on a le droit de se demander : s'accommoder à quoi exactement? Quand? Comment? Y a-t-il une trousse d'informations à suivre ou un dépliant Mode d'emploi?

Face à ce débat sociétal, et à l'instar des lectures que j'ai faites dans ce sens, j'ai décidé d'aller converser avec des gens de toutes nationalités presque pour voir qu'est-ce qu'ils en pensent. Parfois je

jouais même à l'intrus indésirable pour comparer des points de vue diamétralement opposés, qui peuvent à la limite soit consolider mon opinion personnelle soit la contredire complètement. Mon intention dans toute cette démarche était d'aller vers l'autre, tisser des liens relationnels avec lui et échanger surtout des idées.

TISSER DES LIENS AVEC L'AUTRE

Cet Autre qui, avec ses différences, a toujours hanté mon imaginaire avant de venir au Québec pour m'y installer. Le fruit de cette approche communicative, futile qu'elle puisse paraître, m'a permis de mettre le doigt sur un problème d'une grande envergure, c'est celui de la communication. Lors de mes discussions avec ces membres de la diversité culturelle, j'ai constaté que parfois la communication ne passe pas entre nous. Un grand silence, gênant et insignifiant, régnait. Signe de refus? De rejet de l'autre? D'individualisme ou de solitude inavouée? C'était ni l'un ni l'autre. Seulement, ils ne comprenaient pas de quoi s'agit-il et ne pouvaient communiquer ni en français ni en anglais. Comme ces cas, au Québec, il y en a des centaines plutôt des milliers. Ceci nous renvoie à dire que le débat ne touche qu'une partie de la société. Mais pour la deuxième partie, peut-on continuer à parler des accommodements si l'organe vital de toute intégration réussie à savoir la langue est paralysé. Sommes-nous là devant une

crise de communication où le mode du discours employé par les responsables est jugé inefficace et incompréhensible? Pour que le débat puisse concerner tout le monde, comment peut-on assurer une communication de masse, plus élargie et plus accessible? Telle est la question que la commission B&T ne doit pas laisser en marge des discussions. Une communication restreinte et canalisée ne peut qu'éloigner les communautés et briser tout processus relationnel entre elles. Et au lieu de promouvoir l'interculturel qui fait la spécificité majeure du Québec, on va assister certainement à son déclin, à sa disparition." Si la protection des valeurs culturelles est une finalité indiscutable, il ne faudrait pas cependant qu'elle se réfugie dans un passéisme stérile, de plus en plus coupé de la dynamique culturelle présente des sociétés » .

DÉFINIR L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE

Vers la fin de sa mission, la commission B&T doit produire et délimiter, dans la limite du possibles, une définition claire, précise et accessible de ce qu'est un accommodement raisonnable. Nous préférons une définition qui ne soit ni sélective ni instantanée, mais une définition plus élargie, intemporelle, qui est capable de s'adapter avec l'évolution socioreligieuse de la société québécoise. Nous voulons une définition qui peut rapprocher toutes les identités dites en mutation, d'assurer les liens du respect et de confiance réciproque. Car le Québec a

besoin de cette dynamique interculturelle et quand on dit culture, rappelons-le, on ne valorise pas une par rapport à une autre. On a le droit de les comparer mais jamais le droit de les juger comme étant bonnes ou mauvaises. Une culture vierge et unique n'existe pas et n'a jamais existé sur terre. Et c'est cet interculturel qui fait la richesse d'une culture donnée. Il demeure même le gage de sa survie et son épanouissement.

OÙ S'ARRÊTE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE ?

À mon avis, des accommodements raisonnables et réussis ne peuvent se faire qu'à travers deux notions capitales : la liberté, sachant que « (ma) liberté s'arrête là où commence celle des autres » et le respect de l'autre malgré ses différences de couleur, de religion, de langue, des origines, etc. Nous savons que notre Québec est un espace interculturel par excellence et pour assurer une certaine diversité en dialogue, il faut lutter contre les préjugés infondés et oublier les stéréotypes négatifs qui ne peuvent, en aucun cas, assurer une communication réussie entre les communautés. Ainsi, peut-on dire, même affirmer, qu'une citoyenneté multiculturelle et transnationale est toujours possible. Au lieu de perdre le temps à débattre sur des notions et des qualificatifs qui n'ont plus d'existence maintenant, les responsables doivent pencher et réfléchir beaucoup plus sur l'avenir et le devenir du Québec dans les décennies à venir.

STOP

Acheter une maison ou rester locataire?

Plusieurs personnes ont une situation stable et rêvent d'avoir leur maison, mais ils n'ont jamais agité et n'agiront probablement jamais. Dès que quelqu'un de leur entourage leur parle de l'achat de leur maison, ils leur répondent : " tu es chanceux d'avoir acheté. Moi aussi je devrais acheter. En ce moment, je suis occupé mais, l'an prochain j'aurai plus de temps et je regarderai cela sérieusement ". Ou ils répondent : " Nous n'avons pas assez d'argent pour acheter une maison et nous devons économiser pendant plusieurs années ". Inutile de vous dire qu'ils n'ont jamais acheté. Ce qui s'en suit? Déception, frustration ainsi que le sentiment d'être pris au piège de la location et incapable d'acheter une maison.

Beaucoup de gens n'osent pas investir temps et argent pour acheter leur propriété car ils ont peur et n'ont souvent aucune expérience en la matière.

Lorsqu'on paie un loyer 600 \$ par mois, cela représente 7 200 \$ par année. Sur une période de 5 ans, vous aurez dépensé la somme de 36 000 \$ qui aurait pu être consacrée à l'achat de votre propre maison, mais qui s'en va plutôt dans les poches de votre propriétaire. Il est possible d'acheter une maison **SANS AUCUN COMPTANT**.



SAMI OUESLATI, B.A.A.
Agent immobilier affilié

Profitez!

514-374 4000



RE/MAX
RE/MAX ALLIANCE INC.
Courtier immobilier agréé
Equal Housing Opportunity

Appelez-nous, on a la solution pour vous !